

LES COLONISES SE REBIFFENT

par Jean-Claude Courdy

L'année 2005 aura vu naître et se développer en France une controverse pour déterminer si l'Histoire fait la Politique ou si la Politique fait l'Histoire.

La polémique a surgi lorsque l'obsession légaliste des Français a poussé le Parlement à promulguer, le 23 février 2005, une loi dont l'article 4 précise que « les programmes scolaires reconnaissent en particulier le rôle positif de la présence française outre-mer et plus particulièrement en Afrique du Nord... » Devant les protestations indignées des élites d'anciennes colonies aujourd'hui indépendantes comme l'Algérie ou intégrées à la métropole comme les départements français des Antilles, des politiciens aussi masochistes qu'ils furent autrefois des conservateurs sadiques se sont mis à réclamer l'abrogation de cet article 4 qui tenterait de légitimer cet abus de la force et cette négation de l'homme que représenterait le fait colonial. On a ainsi fait référence à la France esclavagiste en oubliant volontairement celle de Victor Schoelcher ou du docteur Schweitzer ; des élites locales, toutes éduquées dans des écoles de la colonisation, stigmatisent l'illettrisme dans lequel le fait colonial les aurait maintenus en gommant l'action éducatrice que le père de l'école obligatoire et de la laïcité, Jules Ferry avait entreprise au profit des colonisés. On pourrait ainsi, notamment en Algérie, multiplier les exemples des bienfaits de la présence française. Certes, l'historien comme le politicien serait malvenu de vouloir effacer le revers de la médaille, en particulier les dérapages entraînés par l'utilisation de la force. Mais au-delà des querelles franco-françaises, tous les grands empires coloniaux européens, britannique, espagnol, portugais, voire en Asie l'empire japonais, sont concernés car la question se pose de savoir qui fait l'Histoire.

Les politiciens ont l'air de croire qu'ils sont naturellement investis de cette charge

Toutes nuances politiques confondues, les historiens protestent. Il faut avouer que l'objectivité serait plutôt du côté des historiens. De toutes les façons, si repentance il y a, au demeurant toute théorique, elle ne peut être le fait que des politiciens. Rome ne s'est jamais excusée d'avoir conquis la Gaule et d'avoir fait subir à Vercingétorix la pire des humiliations. Et pourtant, sans Rome, que serait la France d'aujourd'hui ? Dans les années 90, au Sénégal, un ancien cadre de la Compagnie Française de l'Afrique Occidentale, la CFAO riche parmi ses concitoyens grâce à une retraite confortable, réagissait à la question d'un journaliste : Que pensez vous du travail forcé de vos ancêtres et dont votre père a été victime ? « ...Sans le travail forcé dont mon père a souffert, je grimperais sans doute encore aux arbres.. »

En ce qui concerne l'Algérie, il serait cocasse de parler de l'œuvre civilisatrice de l'Empire Ottoman qui régnait à Alger avant l'arrivée des Français. Les Algériens ont accompli leur première démarche vers la modernité grâce au fameux coup d'éventail du Dey d'Alger qui a amené la France à conquérir l'Algérie.

Quelle que soit l'Histoire, elle ne se refait ni ne répare les injustices qu'elle a pu engendrer. Elle est, c'est tout, empêchant quiconque de remonter le temps à la guise des uns ou des autres. C'est pourquoi la vanité de la controverse nous inciterait à nous en remettre aux historiens même si par la nature de ses sources, l'histoire demeure sujette à l'erreur. La vie d'Aristote nous apprend que les penseurs grecs s'étaient éloignés des affaires de la cité après la rupture du philosophe avec son ancien élève devenu Alexandre le Grand. En l'an 327, celui-ci avait fait exécuter le neveu d'Aristote, Callisthène, un historien dont le défaut était l'objectivité et la liberté de parole.

Prenons garde, la politisation de l'Histoire n'est le plus souvent que l'antichambre de la dictature.

Jean-Claude Courdy

www.geopolitis.net